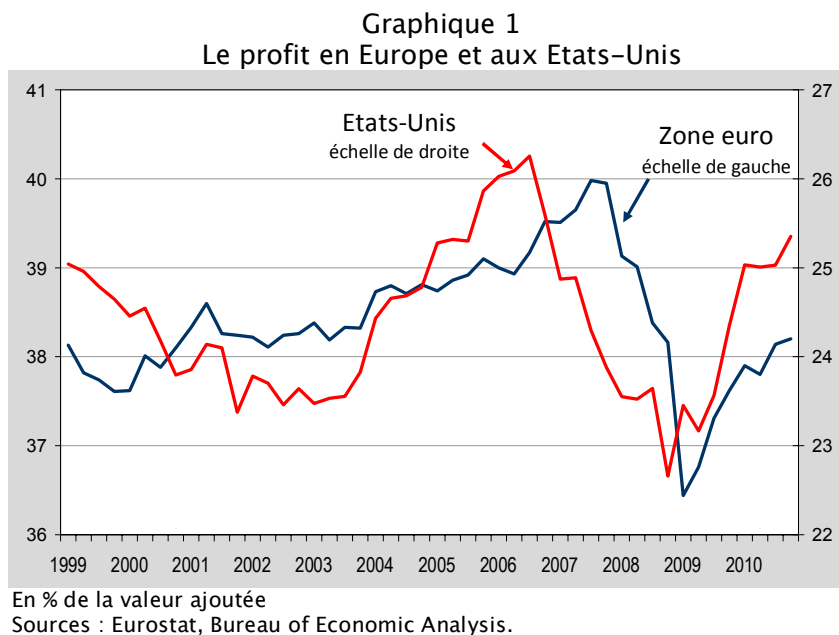


Une crise sans fond¹

note [hussonet](#) n°37, août 2011

Le taux de profit se rétablit. Le taux de marge, autrement dit la part des profits dans la valeur ajoutée, se redresse. Aux Etats-Unis, où il avait plongé plus tôt, il a presque retrouvé aujourd'hui son niveau d'avant la crise. Dans la zone euro, la chute a été plus tardive, et le rattrapage est moins rapide : le taux de marge se retrouve à son niveau d'il y a dix ans, et l'augmentation sur la dernière décennie est donc perdue, au moins pour l'instant (graphique 1). Mais les profits sont orientés à la hausse.



C'est d'ailleurs l'un des traits les plus frappants de la conjoncture : alors que l'austérité se déploie, que le chômage reste élevé et que les salaires sont gelés voire baissés, la première préoccupation des grands groupes et des banques a été de recommencer à distribuer dividendes et bonus.

La croissance patine. La grande question était de savoir si le creux de la récession allait être effacé. On pouvait *a priori* imaginer trois scénarios : rattrapage de la tendance antérieure à la crise, perte durable ou même perte croissante. Les dernières données disponibles montrent que de nombreux pays se trouvent dans le cas de figure d'une perte durable². Au premier trimestre de 2011, certains n'ont pas encore rattrapé le niveau atteint par le PIB avant la crise : c'est le cas du Japon, du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Italie. Les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suède viennent juste de le faire, et la France n'en est pas loin. Mais retrouver le niveau de PIB d'avant la crise ne signifie pas que la perte sera effacée. Les [dernières données](#) portant sur le deuxième trimestre 2011 confirment cette stagnation : la croissance est à 0 % en France, 0,1 % en Allemagne et 0,2 % pour l'ensemble de l'Europe. Cette grille de lecture de la conjoncture permet d'en relever les grandes tendances.

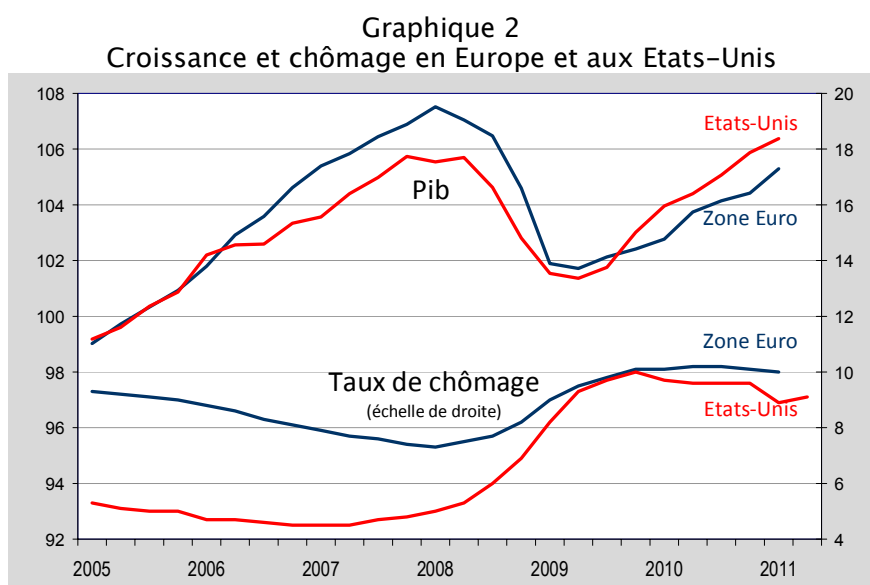
L'Europe éclate. Si la France, la Suède et l'Allemagne ont effacé le creux, ce n'est pas le cas de nombreux autres pays : Espagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Portugal, Royaume-Uni, qui ont durablement décroché ou peinent à redémarrer.

¹ Cette note synthétise les principales propositions de l'article « [Une crise sans fond](#) » à paraître dans *Inprecor*.

² Pour plus de détails, voir : « [Pertes de Pib et facture de crise](#) », *note hussonet* n°35, juillet 2011.

Les vieux pays capitalistes sont à la traîne. Les Etats-Unis ont, pour l'instant, retrouvé leur rythme de croissance antérieur à la crise. L'Union européenne, prise dans son ensemble, y réussit plus difficilement et n'a pas comblé le trou. Enfin, le Japon en est loin, et son PIB repart à la baisse après la catastrophe nucléaire. En revanche, la croissance des deux grands pays émergents (Chine et Inde) continue sur sa lancée, et la crise ne les a pratiquement pas affectés. D'autres (Brésil, Corée, Russie) ont subi un décrochage plus marqué.

Le chômage s'incruste. Les Etats-Unis et l'Europe présentent le même profil. La croissance repart, mais le taux de chômage ne redescend pas la marche d'escalier que la crise lui a fait franchir (graphique 2).



La facture reste à payer. La perte de PIB se retrouve sous forme d'accroissement de la dette publique. Le récit simplifié est finalement le suivant : la « perte de PIB » risquait d'entraîner l'effondrement de la montagne d'endettement. Pour limiter les dégâts, les Etats ont pris à leur charge ce manque à gagner. Leur problème est maintenant de savoir comment gérer cette dette, en cherchant évidemment à transmettre la facture à l'immense majorité de leurs citoyens. Mais ce projet se heurte à des obstacles de toutes sortes, et cette situation incertaine va peser durablement en rendant encore plus improbable le retour à la croissance d'antan. Si rien n'est fait pour dénoncer les dettes, leur amoncellement risque de mettre autant de temps à se résorber qu'il en a mis à se constituer. Et la croissance sera bridée, dans la même proportion où elle avait été artificiellement dopée avant la crise.

Un horizon bouché. Toute récession crée des tensions et des contradictions qui se manifestent dans le pilotage de la politique économique visant à renouer avec la croissance. C'est particulièrement vrai dans le cas de la récente « grande récession », mais cette dernière est aussi le symptôme d'une crise systémique : le capitalisme ne peut plus fonctionner comme avant. Le retour au *business as usual* ou au capitalisme régulé des « Trente glorieuses » est impossible. La période ouverte par la crise est donc caractérisée par de profondes incertitudes. Dans son projet d'en sortir à sa manière, le capitalisme est confronté aux obstacles suivants, baptisés « dilemmes » dans un précédent article³ :

³ Michel Husson, « [La nouvelle phase de la crise](#) », *ContreTemps* n°9, 2011.

1. **dilemme de la répartition** : le rétablissement du profit s'oppose à la reprise de la croissance et tend à renouer avec un partage des richesses inégalitaire qui est pourtant l'une des causes profondes de la crise.
2. **dilemme budgétaire** : la résorption des déficits publics implique une réduction des dépenses publiques qui, sans parler de ses effets sociaux, ne peut qu'aggraver les tendances récessionnistes. « L'austérité budgétaire risquerait de décélérer davantage la reprise », note un rapport récent de l'ONU⁴.
3. **dilemme européen** : le triple refus – d'une mutualisation des dettes publiques, d'une réelle contribution des banques et d'une mise au pas de la finance – ne permet pas d'exclure un éclatement de la zone euro, à la suite de défauts en chaîne.
4. **dilemme de la mondialisation** : la résorption des déséquilibres ne peut se faire qu'au prix d'un ralentissement de la croissance mondiale. Le rapport de l'ONU déjà cité note que « la reprise mondiale a été freinée par les économies développées » et souligne le risque d'un « rééquilibrage non-coordonné de l'économie mondiale ».

Ces quatre dilemmes sont étroitement imbriqués. Ils dessinent une « régulation chaotique » du capitalisme, durablement incapable de dessiner une trajectoire de sortie de crise compatible avec des intérêts profondément contradictoires. Fondamentalement, l'enjeu actuel est de répercuter la facture de la crise sur la majorité des populations. C'est ainsi qu'il faut interpréter la pression exercée par les « marchés financiers » sur les Etats.

Seules les mobilisations sociales peuvent empêcher que le capitalisme cherche à sortir de cette impasse en approfondissant encore la régression sociale et en poussant à l'extrême les tensions entre pays. Mais cela suppose aussi que ces mobilisations prennent appui sur des perspectives alternatives. Comme celles-ci impliquent un degré élevé d'affrontement, la tâche historique est aujourd'hui de réaliser l'unité des forces de la gauche radicale autour d'un programme jetant un pont entre la résistance à l'austérité et des objectifs de rupture avec la logique d'un système à la dérive.

⁴ [Situation et perspectives de l'économie mondiale](#), ONU, 2011. Les citations proviennent toutes du résumé en français de ce rapport.